

18 Tertiaire

Présentation

Au 31 décembre 2005, les 38 000 établissements commerciaux de Midi-Pyrénées emploient plus de 123 000 salariés. Le **commerce de détail** regroupe 64 % de ces établissements, le **commerce de gros** 23 %, le **commerce et la réparation automobile** 13 %. Ils occupent respectivement 54 %, 31 % et 15 % des salariés du secteur.

Près de 40 % des établissements commerciaux de la région sont localisés en Haute-Garonne. Ils regroupent près de la moitié des salariés du commerce (47 %).

Le nombre d'**hypermarchés** et de **supermarchés** augmente légèrement (59 hypermarchés et 460 supermarchés en Midi-Pyrénées en 2007 contre 57 et 449 en 2006). Plus de la moitié des hypermarchés (32) se concentrent en Haute-Garonne (avec 47 % de surface de vente) et dans le Tarn (16 % de surface de vente). Le nombre de **maxidiscomptes**, qui représentent 40 % des supermarchés de la région, continue d'augmenter régulièrement d'une dizaine d'unités par an, passant ainsi de 151 magasins en 2004 à 183 en 2007.

L'Ariège et le Lot présentent une densité commerciale de supermarchés (surface de vente pour 1 000 habitants) largement supérieure à la moyenne régionale ; à l'inverse les hypermarchés y sont peu nombreux et de superficie réduite.

Entre 1995 et 2006, le nombre de **créations d'entreprises** commerciales a diminué de 7 %, du fait essentiellement de la baisse du nombre de reprises de commerces existants (- 39 %). La part des réactivations a également reculé (- 16 %). Après une baisse de 3 % en 2005, le nombre de créations d'entreprises commerciales augmente de 3 % en 2006. La hausse par rapport à 2005 est très sensible en Ariège (+ 15 %), dans le Tarn (+ 14 %) et en Tarn-et-Garonne (+ 13 %) ; à l'inverse, le nombre de créations régresse dans le Gers (- 6 %), en Aveyron (- 3 %) et dans le Lot (- 2 %). La Haute-Garonne concentre 42 % de l'ensemble des créations de la région et 47 % des créations nouvelles.

Sources

[1] Insee-Clap-2005.

[2] Le guide Panorama de la distribution 2008.

[3] Insee-Répertoire Sirene.

Définitions

Commerce de détail : activité de revente destinée principalement à des particuliers.

Commerce de gros : activité de revente destinée principalement à des utilisateurs professionnels.

Intermédiaire du commerce : activité consistant à mettre en rapport acheteur et vendeur, ou agissant pour le compte de tiers dans des opérations de commerce, sans devenir propriétaire de la marchandise.

Hypermarché : établissement réalisant plus de 35 % de son chiffre d'affaires en alimentation générale sur une surface de vente totale supérieure à 2 500 m².

Supermarché : établissement réalisant plus de 65 % de son chiffre d'affaires en alimentation générale sur une surface de vente totale comprise entre 400 et 2 500 m².

Maxidiscompte : forme de vente en libre service alimentaire avec un personnel réduit, offrant un choix limité de produits à des prix particulièrement bas.

Création d'entreprise : voir définition chapitre 14.3.

Commerce et réparation automobile : activité de commerce de gros et de détail en véhicules automobiles, motocycles, équipements, carburants, ainsi que d'entretien et de réparation.

Surface de vente : surface totale des locaux où est exposée la marchandise et où la clientèle est autorisée à accéder en vue d'effectuer des achats y compris la surface au sol des vitrines d'exposition et les espaces internes de circulation et de présentation.

Pour en savoir plus

« Enquête sur les réseaux du commerce de détail en 2006 ». Insee Résultats n° 32, septembre 2007.

« Les entreprises du commerce de gros en 2005 - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise ». Insee Résultats n° 31, septembre 2007.

« Les réseaux d'enseignes, très présents dans le commerce ». Insee Première n° 1140, juin 2007.

« Enquête sur les points de vente du commerce de détail en 2004 ». Insee Résultats n° 29 éco, mai 2007.

« Les créations d'entreprises poursuivent leur hausse en 2006 ». Insee Première n° 1120, janvier 2007.

« Les groupes dans le commerce : une présence croissante ». Insee Première n° 1115, janvier 2007.

« Le commerce en France - Édition 2006 ». Insee Références, décembre 2006.

« Les points de vente en 2004 - Les grandes surfaces grignotent aussi le non-alimentaire ». Insee Première n° 1095, août 2006.

« Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2004 ». Insee Résultats n° 25 éco, juillet 2006.

« Le commerce en 2005 : une activité qui ralentit ». Insee Première n° 1079, mai 2006.

1 - Établissements par activité (NES114) au 31.12.2005*

Établissements	Ariège	Aveyron	Haute-Garonne	Gers	Lot	Hautes-Pyrénées	Tarn	Tarn-et-Garonne	Midi-Pyrénées	Part de la région en France (%)
Commerce et réparation automobile	255	625	1 913	404	370	380	696	468	5 111	5,2
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	246	836	3 874	729	553	494	1 156	726	8 614	3,9
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	32	58	189	41	46	50	67	45	528	4,4
Magasins d'alimentation spécialisés ou non	297	508	1 553	309	338	519	550	338	4 412	5,0
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	1 161	1 983	7 440	1 229	1 304	2 046	2 541	1 638	19 342	4,6
Ensemble	1 991	4 010	14 969	2 712	2 611	3 489	5 010	3 215	38 007	4,5
Postes de travail										
Commerce et réparation automobile	967	2 031	8 095	1 272	1 073	1 427	2 463	1 560	18 888	4,4
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	717	3 696	19 658	3 116	2 045	1 945	3 920	3 265	38 362	3,8
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	1 229	1 785	9 301	1 534	1 455	2 132	2 721	1 787	21 944	4,1
Magasins d'alimentation spécialisés ou non	378	695	1 971	402	450	568	687	526	5 677	4,3
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	1 634	3 293	19 390	1 679	1 770	3 081	4 613	2 798	38 258	4,1
Ensemble	4 925	11 500	58 415	8 003	6 793	9 153	14 404	9 936	123 129	4,0

* Pour mémoire : dans l'édition 2007, les données de ce tableau ont été datées par erreur au 31.12.2005 au lieu du 31.12.2004.

2 - Hypermarchés et supermarchés au 01.09.2007

	Ariège	Aveyron	Haute-Garonne	Gers	Lot	Hautes-Pyrénées	Tarn	Tarn-et-Garonne	Midi-Pyrénées
Hypermarchés									
nombre	2	8	20	5	4	4	12	4	59
surface de vente en m ²	7 989	32 253	153 822	21 251	12 260	24 105	53 043	21 504	326 227
surface pour 1 000 habitants	55	119	133	118	73	105	146	97	119
Supermarchés									
nombre	37	48	161	39	41	40	49	45	460
surface de vente en m ²	42 153	47 149	186 955	41 929	38 734	44 706	51 347	43 630	496 603
surface pour 1 000 habitants	288	174	162	233	231	194	142	197	182
dont maxidiscomptes									
nombre	13	15	70	14	14	15	25	17	183
surface de vente en m ²	10 543	8 588	54 782	8 773	9 773	9 761	18 432	11 693	132 345
surface pour 1 000 habitants	72	32	47	49	58	42	51	53	48

3 - Évolution des créations d'entreprises dans le commerce

	Ariège	Aveyron	Haute-Garonne	Gers	Lot	Hautes-Pyrénées	Tarn	Tarn-et-Garonne	Midi-Pyrénées	Part de la région en France (%)
2006	créations nouvelles	108	180	1 074	131	127	159	288	2 288	4,1
	reprises	42	59	178	30	44	66	94	555	4,8
	réactivations	47	51	245	49	75	72	87	708	4,8
2005	créations nouvelles	93	164	1 052	127	148	161	256	2 194	3,9
	reprises	29	76	213	49	43	60	78	590	4,9
	réactivations	49	60	222	48	61	73	77	665	4,5
1995	créations nouvelles	127	156	890	123	111	177	281	2 065	3,8
	reprises	48	138	306	54	58	102	123	905	5,9
	réactivations	42	80	320	55	69	118	82	845	4,4

18 Tertiaire

Présentation

Au 31 décembre 2005, les **services** regroupent un peu plus de 100 000 établissements en Midi-Pyrénées (soit 4,5 % du total national) et emploient 521 000 salariés.

Plus de la moitié des emplois salariés de la région se trouvent dans des établissements implantés en Haute-Garonne, 11 % dans le Tarn, 8 % en Aveyron et 8 % dans les Hautes-Pyrénées. Les 4 600 établissements de services financiers fournissent 22 400 emplois. La Haute-Garonne concentre 44 % des établissements financiers de la région et 54 % des emplois du secteur.

Les services non financiers représentent 95 % des établissements œuvrant dans les services et 96 % des emplois.

Près des trois quarts des personnels salariés travaillent dans quatre secteurs d'activité : 25 % dans la santé et l'action sociale, 20 % dans l'administration publique, 15 % dans l'éducation et 11 % dans le secteur du conseil et de l'assistance aux entreprises.

La Haute-Garonne regroupe à elle seule le tiers des hôtels, cafés et restaurants et plus de la moitié des emplois de ce secteur d'activité. La concentration dans ce département est encore plus forte dans la santé et l'action sociale (44 % des établissements régionaux) et dans les activités de conseil et d'assistance auprès des entreprises (58 % des établissements).

Le tourisme religieux à Lourdes explique le nombre important d'hôtels dans les Hautes-Pyrénées (16 % du total régional). Les hôtels-café-restaurants sont aussi fortement implantés en Aveyron (13 %).

Les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration emploient 70 % des salariés des services dans les départements ruraux de la région (76 % en Ariège contre 54 % seulement en Haute-Garonne). La moyenne régionale s'établit à 62 %.

Sources

[1] Insee-Clap-2005.

Définitions

Services : ensemble des activités tertiaires, à l'exception des activités de commerce et de transport. Les établissements sont classés selon la Nomenclature Économique de Synthèse (NES) en 36 postes. Les activités suivantes ont été retenues :

- activités financières ;
- activités immobilières ;
- services aux entreprises : postes et télécommunications, conseils et assistance, services opérationnels (nettoyage, location, voirie, intérim...), recherche et développement ;
- services aux particuliers : hôtels et restaurants (hôtels avec ou sans restaurant, autres moyens d'hébergement de courte durée, restaurants, cafés et cantines), activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels et domestiques ;
- éducation ;
- santé, action sociale ;
- administration publique ;
- activités associatives et extra-territoriales.

Pour en savoir plus

« *Les entreprises des services en 2005 - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise* ». Insee Résultats, Économie n° 35, février 2008.

« *Les services en France - Services aux entreprises - Édition 2007* ». Insee Référence, décembre 2007.

« *Les ressorts de l'économie des services : dynamique propre et externalisation* ». Insee Première n° 1163, nov 2007.

« *Les services marchands en 2006 : les nouvelles technologies portent la croissance* ». Insee Première n° 1139, juin 2007.

« *Les entreprises des services en 2004 - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise* ». Insee Résultats, Économie n° 28, février 2007.

« *Les services en France - Services aux particuliers et activités immobilières - Édition 2006* ». Insee Références, décembre 2006.

« *Les groupes dans les services : des activités diversifiées proches du cœur de métier* ». Insee Première n° 1109, novembre 2006.

« *L'ouverture à l'international des entreprises de services* ». Insee Première n° 1090, juillet 2006.

« *Les entreprises des services en 2003* ». Insee Résultats (cédérom), n° 22 éco, septembre 2005.

« *Les entreprises de services informatiques - Forte baisse des prix en 2003, reprise de l'activité en 2004* ». Insee Première n° 1043, septembre 2005.

« *Les entreprises de services - Concentration accrue sous l'influence des groupes en 2003* ». Insee Première n° 1038, septembre 2005.

« *Le marché des télécommunications en 2003 : Boom des SMS, essor prometteur de l'internet haut débit* ». Insee Première n° 1037, août 2005.

1 - Établissements par activité (NES36) au 31.12.2005

	Ariège	Aveyron	Haute-Garonne	Gers	Lot	Hautes-Pyrénées	Tarn	Tarn-et-Garonne	Midi-Pyrénées	Part de la région en France (%)
Établissements										
Activités financières	222	455	1 989	379	316	340	545	345	4 591	4,2
Activités immobilières	377	714	5 300	598	423	927	803	440	9 582	3,8
Services aux entreprises	1 041	2 131	13 758	1 618	1 480	1 742	2 588	1 623	25 981	4,1
Postes et télécommunications	133	260	531	171	167	188	215	173	1 838	5,2
Conseil et assistance	536	1 123	9 406	804	794	942	1 593	966	16 164	3,8
Services opérationnels	363	738	3 614	633	512	609	756	470	7 695	4,4
Recherche et développement	9	10	207	10	7	3	24	14	284	5,3
Services aux particuliers	1 534	2 773	9 200	1 605	1 837	3 304	2 796	1 614	24 663	4,5
Hôtels et restaurants	723	1 509	3 804	698	1 005	1 757	1 095	670	11 261	4,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	460	604	2 763	492	455	955	863	425	7 017	4,5
Services personnels et domestiques	351	660	2 633	415	377	592	838	519	6 385	5,1
Éducation, santé, action sociale	1 386	2 713	11 886	1 723	1 651	2 318	3 533	2 024	27 234	5,2
Éducation	333	703	2 608	440	433	580	821	464	6 382	5,0
Santé, action sociale	1 053	2 010	9 278	1 283	1 218	1 738	2 712	1 560	20 852	5,3
Administration	781	911	2 417	957	754	1 088	1 087	575	8 570	5,9
Administration publique	578	616	1 256	724	569	790	675	370	5 578	6,8
Activités associatives et extra-territoriales	203	295	1 161	233	185	298	412	205	2 992	4,7
Ensemble	5 341	9 697	44 550	6 880	6 461	9 719	11 352	6 621	100 621	4,5
Postes de travail										
Activités financières	473	2 057	12 163	1 125	1 284	1 355	2 480	1 440	22 377	3,1
Activités immobilières	302	593	7 219	469	314	983	1 009	495	11 384	3,1
Services aux entreprises	2 329	6 255	80 537	3 758	3 830	5 482	9 521	4 694	116 406	4,1
Postes et télécommunications	887	1 655	11 309	1 088	1 018	1 497	2 241	1 107	20 802	4,3
Conseil et assistance	760	2 973	40 795	1 507	1 381	2 033	4 118	2 012	55 579	4,1
Services opérationnels	615	1 562	19 829	1 124	1 177	1 939	2 741	1 532	30 519	3,5
Recherche et développement	67	65	8 604	39	254	13	421	43	9 506	6,7
Services aux particuliers	2 057	3 677	24 697	2 240	2 525	4 922	4 462	2 531	47 111	3,5
Hôtels et restaurants	1 297	2 433	15 249	1 214	1 643	3 317	2 368	1 494	29 015	3,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	411	607	6 024	624	458	846	1 283	550	10 803	3,2
Services personnels et domestiques	349	637	3 424	402	424	759	811	487	7 293	4,1
Éducation, santé, action sociale	9 381	19 815	94 254	12 169	11 799	18 808	26 716	14 652	207 594	4,7
Éducation	2 853	6 123	41 997	3 646	3 439	4 913	8 193	4 514	75 678	4,4
Santé, action sociale	6 528	13 692	52 257	8 523	8 360	13 895	18 523	10 138	131 916	4,9
Administration	7 101	10 178	54 383	7 301	6 897	10 071	11 737	8 750	116 418	4,2
Administration publique	6 524	9 059	48 961	6 676	6 170	8 795	10 253	8 146	104 584	4,2
Activités associatives et extra-territoriales	577	1 119	5 422	625	727	1 276	1 484	604	11 834	4,0
Ensemble	21 643	42 575	273 253	27 062	26 649	41 621	55 925	32 562	521 290	4,2

18 Tertiaire

Présentation

En 2005, la recherche publique en Midi-Pyrénées emploie 9 400 personnes en équivalent temps plein, dont les deux tiers sont des **chercheurs** (soit 6 % de la recherche publique nationale). Le nombre des chercheurs du domaine public (41 %) augmente de 3 % en 2004 et 2 % en 2005 ainsi que l'effectif des autres personnels de ce secteur (ingénieurs, techniciens et administratifs).

La dépense pour la recherche et le développement publics en Midi-Pyrénées a diminué de 7,5 %, passant de plus d'un milliard d'euros en 2004 à 934 millions en 2005, ce qui situe Midi-Pyrénées à la troisième place des régions de province dans ce secteur. La hausse de 447 millions d'euros de la **dépense nationale régionalisée** (+ 3,8 %) s'est répartie pour l'essentiel en Languedoc-Roussillon (+164 millions d'euros), en Île-de-France (+ 129 millions d'euros), en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (+ 73 millions d'euros) et en Rhône-Alpes (+ 71 millions d'euros).

L'agglomération toulousaine concentre de nombreux établissements publics de recherche liés aux technologies de pointe : Cnes, CNRS, Inra, Inserm, CERT-Onera, CEAT...

Dans les entreprises de la région, 14 000 personnes, dont 64 % de chercheurs, sont impliquées dans des travaux de **recherche** et de **développement**. En Midi-Pyrénées, le nombre des chercheurs du secteur privé (supérieur à celui du secteur public) s'accroît encore de 5 % en 2005. La région occupe 8 % des chercheurs du secteur privé national alors que l'Île-de-France en concentre 45 %.

Entre 2004 et 2005, la **dépense intérieure de recherche et développement** des entreprises a progressé de 9 %, ce qui place Midi-Pyrénées au deuxième rang des régions de province, derrière Rhône-Alpes. Les dépenses de recherche du secteur privé y sont supérieures des deux tiers à celles du domaine public. Les principaux secteurs de recherche des entreprises régionales sont l'aéronautique et l'espace, puis la pharmacie, l'électronique et la chimie.

Sources

[1] [2] [3] Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

Définitions

Recherche-développement : activité englobant les travaux entrepris de façon systématique dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques, ainsi que l'utilisation des résultats de ces travaux pour amener au stade de l'exploitation de nouveaux produits, matériaux, dispositifs, systèmes et procédés. On distingue la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Chercheur : scientifique ou chercheur travaillant à la conception ou à la création de connaissances, de produits, de méthodes et de systèmes nouveaux, ou administratif de haut niveau qui anime des équipes de chercheurs.

Dépense intérieure de recherche et développement d'une entreprise : dépense liée aux travaux de recherche-développement exécutés par les entreprises dans leurs propres laboratoires, quelle que soit l'origine de leur financement (ressources externes ou financement propre). La somme de ces dépenses intérieures mesure sans double compte la totalité des coûts des travaux de recherche-développement réalisés dans la région au cours de l'année.

Dépense nationale régionalisée : dépense liée aux travaux exécutés par les acteurs économiques nationaux (hors travaux liés à la Défense) quelle que soit la destination du financement.

Pour en savoir plus

« Dépenses de recherche et développement en France en 2005 - premières estimations pour 2006 ».

Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement sup. et de la recherche, Note d'info. 07-40, nov. 2007.

« Les innovations dans les services marchands : avant-tout liées aux nouvelles technologies ». Insee Premières n° 1 130, avril 2007.

« Dépenses de recherche et développement en France en 2004 - premières estimations pour 2005 ». Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, Note recherche 06-03, septembre 2006.

« Dépenses de recherche et développement en France en 2004 - premières estimations pour 2004 ». Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, Note recherche 05-03, septembre 2005.

« Les relations interentreprises en R&D ». Ministère de l'éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, Note recherche 05-01, mai 2005.

« Recherche et développement en France - résultats 2002, estimations 2003 - objectifs sociaux économiques du BCRD 2004 ». Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, Dossier n° 162, mars 2005.

1 - Effectifs et dépense intérieure de recherche et développement des organismes publics

Unité : effectif en équivalent temps plein

	Chercheurs et boursiers	Ingénieurs, techniciens et administratifs	Effectif total	Dépense intérieure (million d'euros)
2005				
Midi-Pyrénées	6 197	3 213	9 410	934
France entière	95 670	62 791	158 461	13 725
- régionalisé	92 283	57 245	149 528	12 264
- non régionalisé	3 387	5 547	8 933	1 460
2004				
Midi-Pyrénées	6 068	3 123	9 191	1 010
France entière	93 626	61 636	155 262	13 169
- régionalisé	90 587	56 064	146 651	11 817
- non régionalisé	3 038	5 572	8 611	1 352

2 - Effectifs et dépense intérieure de recherche et développement des entreprises en Midi-Pyrénées

Unités : nombre en équivalent temps plein et %

	Chercheurs		Autres personnels		Effectif total		Dépense intérieure	
	Nombre	Part de la région en France (%)	Nombre	Part de la région en France (%)	Nombre	Part de la région en France (%)	Million d'euros	Part de la région en France (%)
2005	9 045	8,3	4 996	5,5	14 041	7,1	1 843	8,0
2004	8 643	8,0	4 727	5,2	13 369	6,7	1 691	7,5

3 - Part des régions françaises dans la dépense nationale de recherche et de développement en 2005

